Des pratiques vertueuses méconnues

Enquête de terrain sur les pratiques du réemploi à Molenbeek-Saint-Jean

Etude réalisée dans le cadre du projet Renolab-C
Octobre 2021

Réalisé par:
Rotor asbl
Rue Prévinaire 58
1070 Anderlecht
info@rotordb.org

Contact Rotor:
Gaspard Geerts -
gaspardgeerts@rotordb.org

Dans le cadre du projet Renolab-C, projet subventionné par la Région de Bruxelles-Capitale et par le FEDER

La Région et l'Europe investissent dans votre avenir ! • Het Gewest en Europa investeren in uw toekomst!

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Union Européenne
Fonds Européen de Développement Régional
Europese Unie
Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling

BRUSSELS RETROFIT LIVING LABS

innoviris.brussels
empowering research

Introduction **2**
Visites d'habitations et identification des potentiels de réemploi 2
Comprendre et documenter des pratiques existantes 4
Un peu de contexte : réemploi et rénovations à Bruxelles 5

Relevé des pratiques existantes **7**
Approche et méthodologie 7
Entreprises de construction 10
Des premiers contacts méfiants 10
Une pratique discrète 11
Associations locales 13
La Rue asbl 13
Casablanco asbl 14
Wood in Molenbeek 16
Made in West 17
Associations locales et réemploi 19
Magasins de matériaux de construction 20
Habitants du quartier 24
Des façades comme indices 24
Défiance et intimité 25
Internet et réseaux sociaux 27

Perspectives pour encourager les pratiques existantes **30**
Approfondir la connaissance et la compréhension de ces pratiques 30
Sensibiliser les différents acteurs vis-à-vis du caractère vertueux du réemploi 30
Aligner les ambitions en matière de performance énergétique et en matière de circularité 31
S'appuyer sur les démarches et dynamiques existantes vis-à-vis du réemploi 31
S'appuyer sur les acteurs et pratiques rencontrés lors de l'étude 32

Introduction

La contribution de Rotor au projet Renolab-C porte sur la façon d'intégrer la thématique du réemploi des matériaux de construction dans le contexte de travaux de rénovation d'habitations individuelles dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean[1].

La première partie de cette contribution a consisté en un travail d'identification, sur base de visites de maisons individuelles, des potentiels pour favoriser le réemploi de matériaux dans les travaux de rénovation de ce type de logements à Molenbeek. Le contenu de ce travail, réalisé au début du projet Renolab-C, est résumé dans la présente introduction.

La seconde partie de la contribution, qui constitue l'essentiel du présent rapport, consiste en une étude des pratiques existantes de récupération et de réemploi des matériaux de construction à l'échelle domestique à Molenbeek. Cette étude a avant tout un objectif compréhensif, nourri par une démarche d'enquête exploratoire. L'étude part du constat qu'une bonne compréhension des pratiques existantes constitue un préalable indispensable pour développer des politiques de reconnaissance, d'encouragement et d'accompagnement. L'étude identifie une série de perspectives pour informer des futures politiques d'encouragement des pratiques de réemploi dans ce contexte.

Visites d'habitations et identification des potentiels de réemploi

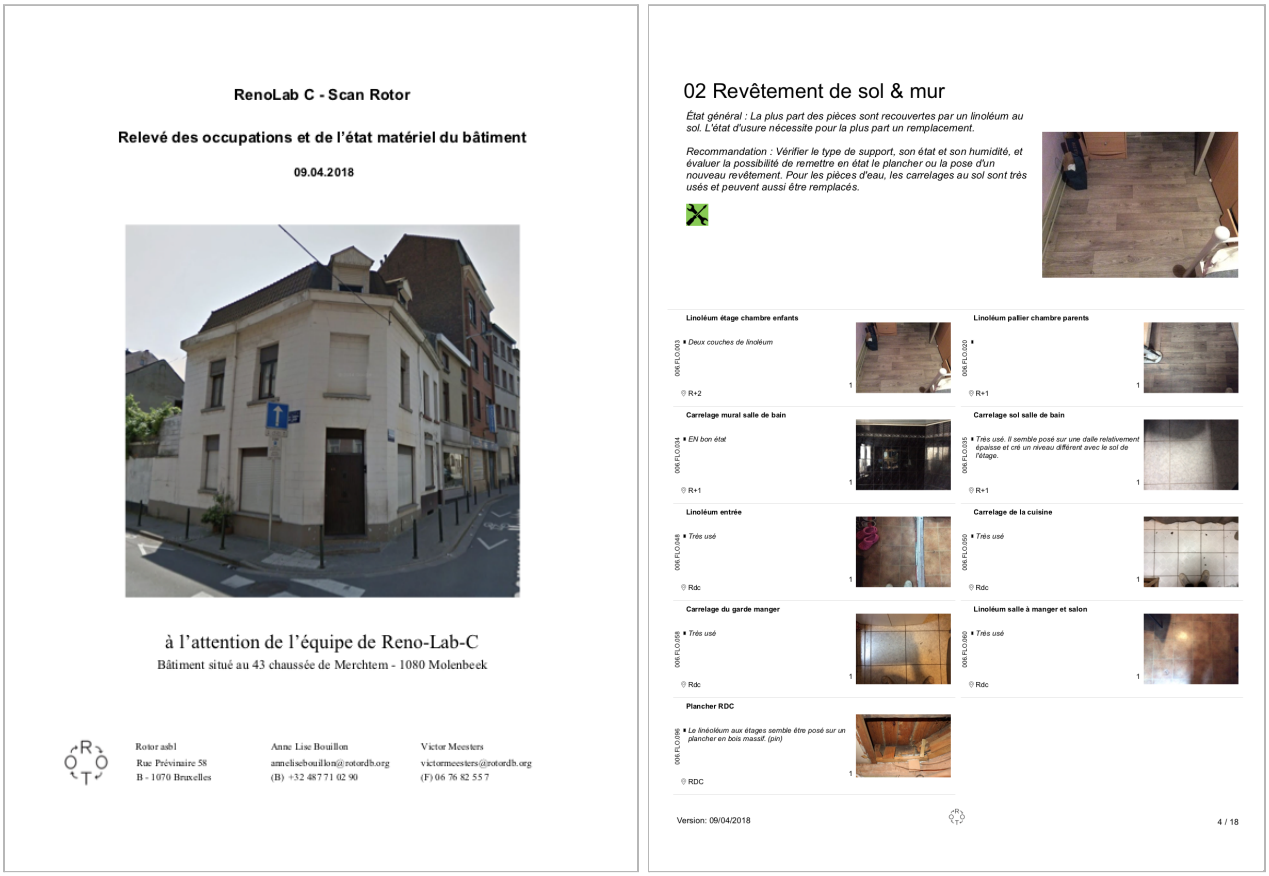
En début de projet, une première piste de travail a été suivie. Elle consistait à visiter des habitations individuelles afin de produire un audit relatif à plusieurs aspects:

- qualité des aménagements
- potentiels de maintien et de mise en valeur des éléments de qualité
- travaux pouvant être réalisés par les occupants avec des méthodes économiques
- potentiel de réemployer sur place certains matériaux
- potentiel de diriger vers les filières du réemploi des matériaux devant être évacués des travaux
- potentiel de s'appuyer sur le marché du réemploi pour se procurer des matériaux de construction.

Ces visites donnent lieu à des rapports individuels mais aussi à des observations et des recommandations plus générales sur les opportunités et les difficultés liées au réemploi dans ce contexte. Après quelques visites, il apparaît que, s'il existe bien des opportunités de maintien et de mise en valeur de l'existant, ainsi que certaines opportunités d'intégration de matériaux provenant de la filière du réemploi, le potentiel de récupération d'éléments en vue du réemploi hors-site issu

[1] Molenbeek-Saint-Jean, couramment appelée Molenbeek, est l'une des 19 communes de la Région de Bruxelles Capitale. Située entre le canal et le chemin de fer, son histoire est intrinsèquement liée à celle de l'industrie et des classes ouvrières. Aujourd'hui, la plupart des industries ont disparu, laissant place à d'importantes rénovations urbaines.

de ces habitations est quant à lui minime ou inexistant. Les quantités à extraire sont trop modestes pour justifier les démarches nécessaires au réemploi.



RenoLab C - Scan Rotor

Relevé des occupations et de l'état matériel du bâtiment

09.04.2018

à l'attention de l'équipe de Reno-Lab-C

Bâtiment situé au 43 chaussée de Merchtem - 1080 Molenbeek

Rotor asbl
Rue Prévinaire 58
B - 1070 Bruxelles

Anne Lise Bouillon
annelisebouillon@rotordb.org
(B) +32 487 71 02 90

Victor Meesters
victormeesters@rotordb.org
(F) 06 76 82 55 7

02 Revêtement de sol & mur

État général : La plus part des pièces sont recouvertes par un linoléum au sol. L'état d'usure nécessite pour la plus part un remplacement.

Recommandation : Vérifier le type de support, son état et son humidité, et évaluer la possibilité de remettre en état le plancher ou la pose d'un nouveau revêtement. Pour les pièces d'eau, les carrelages au sol sont très usés et peuvent aussi être remplacés.

Linoléum étage chambre enfants
006.FLO.010
• Deux couches de linoléum
R+2

Linoléum pallier chambre parents
006.FLO.020
R+1

Carrelage mural salle de bain
006.FLO.034
• EN bon état
R+1

Carrelage sol salle de bain
006.FLO.035
• Très usé. Il semble posé sur une dalle relativement épaisse et crée un niveau différent avec le sol de l'étage.
R+1

Linoléum entrée
006.FLO.045
• Très usé
Rdc

Carrelage de la cuisine
006.FLO.050
• Très usé
Rdc

Carrelage du garde manger
006.FLO.055
• Très usé
Rdc

Linoléum salle à manger et salon
006.FLO.060
• Très usé
Rdc

Plancher RDC
006.FLO.090
• Le linéoléum aux étages semble être posé sur un plancher en bois massif. (pin)
RDC

Version: 09/04/2018

4 / 18

Extraits d'un relevé d'habitation réalisé en début de projet

De même, s'il existe certaines opportunités d'intégration de matériaux de réemploi, des recommandations incitant les habitants à recourir à ces matériaux seront, selon nous, rarement suivies. En effet, vu l'état actuel de ce marché, des prix qui y sont pratiqués et des difficultés auxquelles sont déjà confrontés les propriétaires pour obtenir des primes à la rénovation, ces recommandations seraient perçues comme des contraintes supplémentaires dans le parcours déjà ardu de ces habitants.

Malgré ce constat, nous sommes persuadés que des pratiques de réemploi pourraient exister et existent en fait déjà dans ce contexte mais qu'elles passent par d'autres canaux que celui du marché des revendeurs professionnels et des filières bien connues de Rotor. En savoir plus sur ces pratiques permettrait de réfléchir à la manière de les encourager et de les amplifier.

Comprendre et documenter des pratiques existantes

Depuis plusieurs années, Rotor s'attache à promouvoir les pratiques de réemploi des matériaux dans des contextes largement formalisés : des projets d'une certaine ampleur, disposant généralement d'un budget relativement conséquent et impliquant des professionnels aux rôles bien établis (typiquement, la triade architecte-maître d'ouvrage-entrepreneur) et aux relations solidement contractualisées.

À bien des égards, ces contextes constituent un défi vis-à-vis des logiques plus spontanées, organiques et diversifiées du réemploi. C'est principalement à ce défi que Rotor s'est attaqué à travers divers projets de recherche, de développement d'outils et d'accompagnement de réalisations pionnières.

Au cours de ces travaux, les pratiques de réemploi telles qu'elles se déclinent dans des contextes plus informels (petits travaux, auto-construction, bricolage, aménagements temporaires, etc.) ont été régulièrement croisées[2]. À ce jour, Rotor a toutefois peu eu l'occasion de les explorer de près. Le cadre de Renolab-C s'est présenté comme une opportunité d'en savoir plus.

L'hypothèse centrale de cette approche est qu'il existe, à Molenbeek comme un peu partout en Belgique et dans le monde, des pratiques de réemploi vertueuses et méritant d'être encouragées. Celles-ci reposent toutefois sur des *canaux et des filières* spécifiques (les petites annonces, les opportunités, les réseaux de solidarité...), s'appuient sur des *motivations* spécifiques (généralement plutôt économiques qu'écologiques) et s'inscrivent dans des *modèles économiques* spécifiques (avec typiquement un capital financier assez limité mais un capital temps éventuellement plus conséquent). Ces spécificités restent cependant méconnues alors même qu'une bonne compréhension de celles-ci constitue un préalable indispensable pour développer des politiques de reconnaissance, d'encouragement et d'accompagnement - telles qu'elles sont visées par le projet Renolab-C.

Fort de ce constat, Rotor a donc proposé de contribuer à cet effort de compréhension dans le contexte du projet Renolab-C. Cette contribution consiste en un travail d'enquête réalisé sur le terrain, auprès de différents acteurs et personnes concernés afin d'étudier les pratiques du réemploi existantes dans des rénovations d'habitats individuels, dans un contexte financier modeste, à Molenbeek.

En cherchant tout d'abord à documenter des instances où des matériaux de réemploi ont été mis en œuvre, nous en apprenons beaucoup sur les pratiques du réemploi à Molenbeek. Même s' ils ne mènent pas directement à des exemples réplicables, les réactions et les retours des différents acteurs que nous avons interrogés sont précieuses et riches d'enseignement. Leurs réponses, même lorsqu'il s'agit d'un "non, nous ne réemployons jamais les matériaux", disent malgré tout

[2] À titre d'exemple, dans plusieurs projets, Rotor a assisté des maîtres d'ouvrages publics ou privés à organiser des donations de matériaux qui, en raison de leur nature ou de leur quantité, ne pouvaient être pris en charge par des acteurs professionnels mais pouvaient malgré tout servir à des particuliers, des associations locales, etc.

quelque chose à propos du réemploi dans ce contexte (par exemple, sur la méfiance ou la défiance qu'il peut susciter).

In fine, le présent rapport est construit autour d'une série de témoignages sur les pratiques existantes (et inexistantes) du réemploi**.** Il est composé des retours d'entretiens, de visites et de rencontres sur le terrain avec différents acteurs et actrices qui, ensemble, racontent la manière dont le réemploi est perçu, considéré et parfois pratiqué à Molenbeek. À partir de ces retours d'expérience, nous tirons une série de perspectives qui visent à encourager les pratiques du réemploi dans ce contexte.

Un peu de contexte : réemploi et rénovations à Bruxelles

Le réemploi des éléments de construction consiste à utiliser dans un nouveau contexte des matériaux ou équipements ayant déjà servi ailleurs et qui sont toujours aptes à l'usage. Cette stratégie permet de prolonger la durée de vie des ressources utilisées par le secteur de la construction.

Le réemploi est une pratique préconisée dans la réglementation européenne sur les déchets - et dans ses déclinaisons nationales et régionales. Le réemploi y est identifié comme une stratégie de prévention (i.e. le déchet est évité) devant être privilégiée par rapport à d'autres stratégies de gestion des déchets (le déchet a été produit et doit être pris en charge comme tel). Le réemploi est également une façon efficace de faire baisser l'impact environnemental du secteur de la construction, de contribuer à stimuler l'emploi local et à préserver un patrimoine culturel matériel.

En Région bruxelloise, c'est une pratique qui est mise en avant et préconisée dans plusieurs documents publics (notamment le Programme Régional d'Économie Circulaire[3] ou encore la Feuille de route des acteurs de la construction vers une économie circulaire[4]).

En plus de ces ambitions en matière de réemploi et d'économie circulaire, la Région de Bruxelles Capitale affiche de hautes ambitions en termes de rénovation du bâti bruxellois. Dans la lignée de la "stratégie pour une vague de rénovations"[5] lancée par la Commission Européenne, la Région bruxelloise a mis en place la stratégie RENOLUTION qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre émis par le bâti bruxellois trop énergivore[6]. L'objectif de la stratégie est une consommation moyenne divisée par 3 par rapport à la situation actuelle pour l'ensemble des logements bruxellois d'ici 2050. La stratégie prévoit différents dispositifs de soutien et d'accompagnement (aides financières, prêts à faibles taux, fiscalité immobilière adaptée,

[3]https://environnement.brussels/thematiques/transition-de-leconomie/be-circular-programme-regional-deconomie-circulaire

[4] Cette feuille de route prévoit trois grandes étapes pour le secteur de la construction : des mesures volontaires pour 2025, la mise en place de réglementations destinées aux bâtiments publics pour 2030 et finalement un passage au réglementaire appliqué à tout bâtiment pour 2040.

[5] https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/eu_renovation_wave_strategy.pdf

[6] Le bâti bruxellois est l'un des plus énergivores au niveau européen: un tiers des bâtiments ne sont pas du tout isolés.

formalités administratives simplifiées, etc.), qui seront suivis par la mise en place d'obligations de rénovation garantissant d'atteindre d'ici 2050 les objectifs fixés.

La stratégie s'inscrit dans une logique circulaire[7] et fait apparaître le réemploi parmi ses objectifs stratégiques. Combiner les ambitions de rénovation énergétique du bâti avec les ambitions de réemploi des matériaux de construction constitue à nos yeux un véritable défi. Les deux ambitions présentent chacune de nombreuses difficultés et de nombreux obstacles à surmonter. Au vu de l'état du marché et des pratiques du réemploi actuels, de nombreux efforts restent à fournir avant d'imaginer pouvoir utiliser des matériaux de réemploi de manière généralisée dans le gigantesque chantier de rénovation qui s'annonce.

Cette étude vise à soulever un coin du voile sur les pratiques existantes, afin de prendre conscience des défis à relever, d'aborder la question de la place du réemploi dans les rénovations à venir et de pouvoir informer les mesures éventuelles de la part des autorités publiques.

[7]https://environnement.brussels/thematiques/batiment-et-energie/bilan-energetique-et-action-de-la-region/renolution-une-strategie

Relevé des pratiques existantes

Approche et méthodologie

Cette étude s'attelle à étudier les pratiques du réemploi dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Elle se structure autour d'un travail d'enquête réalisé sur le terrain auprès de différents acteurs et personnes concernés.

Nous cherchons à savoir si ces différents acteurs et personnes pratiquent le réemploi de matériaux de construction, que ce soit de manière régulière et organisée ou de manière anecdotique et occasionnelle. En fonction du type d'acteurs visés, nous adaptons notre méthodologie, notre manière de prendre contact, notre manière de nous présenter et de poser nos questions.

Voici comment nous procédons selon les acteurs interrogés:

- Entreprises de construction, basées ou exerçant à Molenbeek

Nous prenons contact avec des entreprises de construction de différentes manières. Une première méthode consiste à chercher sur internet des entreprises de construction basées à Molenbeek. Nous essayons tout d'abord de les joindre par téléphone, mais cela ne nous permet pas d'obtenir suffisamment d'attention de leur part. Bien souvent, leurs réponses sont laconiques. Nous décidons alors de nous rendre sur place, auprès d'entreprises ayant un siège social et/ou un site d'exploitation à Molenbeek. Le contact est alors plus facile et les personnes interrogées sont plus disponibles pour nous écouter et répondre à nos questions. Une seconde méthode consiste à interpeller des professionnels de la construction actifs sur des chantiers en cours à Molenbeek. Il ne s'agit pas toujours d'entreprises basées à Molenbeek. Une différence notoire par rapport à la première méthode utilisée est que nous parlons alors directement avec des ouvriers et non avec des chefs de chantier ou des responsables de l'entreprise. Nous verrons que cela a parfois influé sur les réponses obtenues.

Lors des entretiens, nous commençons par nous présenter et expliquer le cadre de notre recherche. Nous écourtons cette introduction au fur et à mesure des entretiens car elle crée parfois de l'incompréhension et de la confusion chez nos interlocuteurs. Il n'est pas toujours simple d'expliquer le cadre particulier de cette étude au sein du projet Renolab C, ainsi que notre activité au sein de Rotor. Nous passons alors plus rapidement à la phase de questions. Ces questions consistent principalement à savoir s'il arrive à ces entreprises de récupérer des matériaux sur leurs chantiers, qu'il s'agisse de matériaux démontés sur place ou ailleurs, ou de surplus de matériaux neufs, de stocker ceux-ci, de mettre en oeuvre de tels matériaux dans d'autres chantiers, ou encore de se procurer des matériaux de réemploi chez des revendeurs professionnels, chez des particuliers ou auprès d'autres entreprises.

- Associations actives sur le territoire de Molenbeek et liées au monde de la construction et de la rénovation

Nous contactons des associations locales actives dans les conseils à la rénovation, en espérant entrer via celles-ci en contact avec des propriétaires réalisant des travaux de rénovation. De fil en aiguille, nous rencontrons d'autres associations actives dans le milieu de la construction et de la rénovation à Molenbeek. La prise de contact avec ces associations se fait de manière assez simple, par téléphone ou par mail et aboutit assez rapidement à une rencontre dans les locaux de ces associations. Le cadre de ces entretiens et l'attention dont témoignent nos interlocuteurs rendent l'explication de notre objet d'étude beaucoup plus aisée qu'auprès des entreprises de construction.

- Magasins spécialisés dans les matériaux de construction

Nous nous sommes intéressés aux magasins de matériaux de construction. Il existe de nombreux magasins de bricolage de petite et moyenne taille à Molenbeek, dont la plupart sont des indépendants ayant inclus le nom de la grande chaîne belge Brico. Nous repérons ces magasins principalement via internet ou parfois en les découvrant lors de nos visites du quartier. Nous visitons une petite dizaine de ces magasins.
Lors de ces visites, il est parfois complexe d'expliquer clairement la raison de notre venue. Nos interlocuteurs se demandent si nous sommes là pour vendre ou pour acheter. Notre utilisation du mot "enquête" met parfois certains vendeurs mal à l'aise. Après avoir expliqué que nous sommes nous-même des revendeurs de matériaux de seconde main, certaines langues se délient.

- Habitants, propriétaires ou locataires, de Molenbeek

N'ayant pas de moyens privilégiés pour entrer en contact avec les habitants du quartier, nous décidons d'essayer le porte-à-porte, entre autres en suivant certains indices observés depuis la rue qui laissent penser que certains travaux ont été réalisés avec des matériaux de réemploi. L'approche est extrêmement difficile. Qu'ils soient locataires ou propriétaires, les habitants ne souhaitent en général pas répondre à nos questions. Ces réticences sont aisément compréhensibles : nous débarquons à l'improviste et, malgré nos explications, les buts de notre recherche restent sans doute quelque peu flous. Dans un tel contexte, la relation de confiance est difficile à établir. De fait, parler du réemploi à l'échelle domestique, c'est quelque part faire irruption dans l'intimité de cette sphère. De plus, ces discussions portent sur des sujets potentiellement sensibles : les petits travaux de rénovation sont souvent réalisés par les habitants eux-mêmes ou par des personnes extérieures mais qui ne sont pas toujours des professionnels déclarant leur travail[8]. De plus, les travaux de façades sont souvent réalisés sans autorisation de la part des services d'urbanisme.

[8] Il est difficile de chiffrer le travail non déclaré, mais la récente enquête Eurobaromètre réalisée en 2020 permet une estimation de son ampleur. D'après cette étude, 16% des belges interrogés auraient payé des biens ou services au noir les 12 derniers mois. 34% de ces échanges concernaient des réparations ou des travaux de rénovation dans leurs habitations.

- Réseaux sociaux, en particulier les groupes de vente et de dons entre particuliers

La poursuite de nos recherches nous amène à constater qu'il existe un important canal de revente de matériaux de construction sur les réseaux sociaux, et plus particulièrement sur la plateforme Marketplace (Facebook). Nous essayons dans un premier temps de prendre contact avec les vendeurs présents sur cette plateforme. Pour ce faire, nous choisissons de dire que nous sommes intéressés par l'annonce et que nous souhaitons savoir si les matériaux sont toujours disponibles. Par la suite, après avoir expliqué que nous effectuons en réalité une enquête sur le réemploi de matériaux de construction, et que leur pratique nous intéresse, le silence ne tarde pas à se faire ressentir. Dès lors, nous choisissons d'expliquer directement la raison de notre prise de contact, cependant nous recevons très peu de réponses à ces messages. Dans le but de comprendre à quelle fréquence ces matériaux apparaissent et disparaissent sur Marketplace nous réalisons également une veille quotidienne sur la plateforme pendant un temps défini.

Avec l'étude de ces cinq types d'acteurs et de réseaux, nous obtenons un certain éventail des échelles et pratiques du réemploi à Molenbeek (sans pour autant prétendre à une quelconque exhaustivité).

Entreprises de construction

Des premiers contacts méfiants

Lorsque la réponse à la question de savoir si les entreprises interrogées pratiquent le réemploi sous une forme ou une autre est “non”, ce qui est le cas pour une majorité des entreprises en question, nous essayons de comprendre quelles en sont les raisons. Voici un résumé de celles les plus souvent citées:

- Le réemploi est chronophage : cela prend trop de temps de démonter soigneusement des matériaux, la valeur des matériaux n’est pas assez élevée pour justifier ce temps de travail qui représente, lui, un coût important.

- Le réemploi n’est pas intéressant financièrement par rapport au neuf : lors de la rénovation d’une toiture par exemple, le coût des matériaux (des tuiles, par exemple) est minime par rapport au coût de la main-d'œuvre (parfois moins de 10% du coût total pour la pose + fourniture). Les entreprises préfèrent alors utiliser des matériaux neufs car ceux-ci soulèvent moins de questions que les matériaux de réemploi (aptitudes à l’usage, garanties, etc.).

- Il n’y a pas de demandes de la part des clients et, dès lors, il serait mal vu d’utiliser des matériaux de réemploi. Ceci serait considéré comme "malhonnête" vis-à-vis du client qui s’attend à ce que l’entreprise utilise des matériaux neufs.

- Le réemploi ne fait tout simplement pas partie de leur pratique, sans autre forme d’explication.

Lorsque la réponse est “oui”, nous essayons alors d’en savoir plus sur le type de réemploi, le type de matériaux, les raisons pour y avoir recours, les conditions, la logistique, etc. Les personnes interrogées ne souhaitent en général pas s’épancher trop longuement sur ces questions. Avoir recours à des matériaux de réemploi ne semble pas pour elles un sujet d’intérêt. Cela n’est pas non plus considéré comme quelque chose d'exceptionnel ou d’extraordinaire. Il s’agit simplement, pour certains, d’une solution pragmatique qui se présente quelquefois à elles. Certaines entreprises nous confient par exemple avoir de temps en temps recours à des éléments structurels de réemploi, comme des poutres en bois, qu’elles récupèrent sur des chantiers. Mais il est difficile d’en savoir plus : pourquoi y avoir recours sur certains chantiers et pas d’autres ? Pourquoi certains matériaux et pas d’autres ? Qui prend la décision de réutiliser ces matériaux ? Le client est-il au courant ? Généralement, toutes ces questions semblent intrusives aux yeux des entrepreneurs interrogés qui évitent en général d’y répondre. Lorsque nous demandons une visite, voire des photos des chantiers ou des réalisations en question, la réponse est toujours négative, soit parce qu’il s’agit d’un projet datant de plusieurs mois ou années, soit parce qu’ils ne souhaitent pas embêter les clients.

Il est intéressant de souligner que quelque soit la réponse à la question de pratiquer ou non le réemploi, la majorité des personnes interrogées, après quelques clarifications, comprennent bien de quoi il s'agit.

Visite d’un atelier de menuiserie - Le responsable nous explique qu’il ne pratique le réemploi que lorsqu’on le lui demande. Sa dernière réalisation en réemploi est une terrasse en panneaux de bois steenschotten pour le propriétaire d’une maison à Uccle.

Une pratique discrète

Au gré de ces entretiens, nous nous rendons compte que la question du réemploi, lorsqu'elle est posée à ces entreprises de construction, entraîne souvent une certaine méfiance. Il s’agit d’une pratique existante mais dont ces entreprises ne souhaitent pas trop parler. Nous en faisons notamment l’expérience lors d'une entrevue avec un ouvrier qui nous assure avoir déjà réemployé des tuiles pour compléter des toitures dont les tuiles ont déjà une certaine usure. Les tuiles de réemploi permettent de ne pas créer un contraste trop important avec les tuiles existantes, comme ça serait le cas avec des tuiles neuves. Lorsque que nous posons plus de questions, l’ouvrier nous envoie vers son chef pour plus d’informations. Cependant, quand nous posons les mêmes

questions au chef de l'entreprise, celui-ci nous assure ne jamais avoir recours à des tuiles de réemploi, même dans le cas cité par l'ouvrier.

Cet exemple est assez illustratif du type de réactions recueillies auprès des entreprises de construction: le réemploi semble faire partie de leur pratique, même si de manière anecdotique, mais c'est une pratique que ces entreprises préfèrent en général taire.

Si ces entretiens avec des entreprises de construction ne nous permettent pas de documenter des exemples de réalisations dans lesquelles des matériaux de réemploi ont été intégrés, ils nous donnent des indications très instructives sur la manière dont le réemploi est perçu par ces entreprises. Elles perçoivent le réemploi comme une pratique coûteuse qui n'est pas rentable économiquement. Le réemploi n'est globalement pas perçu comme une pratique vertueuse ou exemplaire. Bien que certaines de ces entreprises soient soucieuses d'éviter le gaspillage et soient concernées par le fait de jeter tant de matériaux lors des chantiers, le réemploi ne semble pas être une pratique dont elles sont fières ou qu'elles souhaitent mettre en avant.

In fine, ces entreprises pratiquent peu le réemploi car rien ou très peu ne les y incite : la plupart du temps ce n'est pour elles ni un gain de temps, ni d'argent. En outre, cela pose plus de questions quant aux performances et garanties. Enfin, il n'existe pas de cadre légal y incitant (obligation ou primes) et, en général, leurs clients ne le demandent pas explicitement. Et même lorsqu'elles pratiquent le réemploi, on remarque qu'elles en parlent très peu car le réemploi n'a pour elle pas de connotation positive, exemplaire ou écologique.

A partir de ces observations, on peut tirer deux grands constats :

- **Pour que ces entreprises réutilisent des matériaux dans leurs travaux, il y a besoin d'un cadre qui les y incite (qu'il soit économique, légal, temporel ou provenant du client). Celui-ci est en général inexistant à l'heure actuelle.**

- **Pour que les entreprises qui pratiquent déjà des formes de réemploi continuent à le faire, amplifient ces pratiques, qu'elles puissent en parler, le mettre en avant, il est nécessaire de changer la manière dont le réemploi est perçu par ces entreprises et par leurs clients. Force est de constater que, dans certains contextes, la récupération et le réemploi ne sont pas encore perçus comme des pratiques vertueuses et exemplaires.**

Associations locales

La rencontre avec certains acteurs et actrices issus d'associations de quartier est extrêmement enrichissante pour notre étude. Si les modes d'action diffèrent d'une association à l'autre, chacune à son échelle, cherche à promouvoir le réemploi. Là où les entreprises sont plutôt peu enclines à nous parler de réemploi, ces associations sont prolixes en récits, avis et expériences diverses. Les entretiens avec ces différentes associations nous permettent de découvrir d'autres problématiques. La diversité des associations rencontrées permet de découvrir différents profils et échelles d'action. Nous revenons ci-dessous sur les principaux entretiens réalisés et les apprentissages que l'on peut en tirer.

La Rue asbl

L'asbl La Rue est une association d'éducation permanente active à Molenbeek depuis la fin des années 1970. Parmi ses différents objectifs et missions figure la lutte contre l'insalubrité et pour l'accès à un logement digne. L'asbl propose entre autres un service de conseils à la rénovation. Ce service est composé d'architectes et de techniciens qui apportent une aide variée aux demandeurs, essentiellement des propriétaires occupants avec de faibles revenus. L'aide proposée est variée : conseils techniques et de mise en œuvre, analyse de devis, conseils en matière d'urbanisme, aide à la préparation et à l'introduction de dossiers de primes, etc. L'asbl est membre du réseau Habitat[9].

Nous rencontrons Caroline Morizur, qui nous informe sur les activités de l'asbl. Elle est chargée de mission et conseillère à la rénovation et énergie dans le cadre du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU3 Gare de l'Ouest), pour le projet "EconoOuest". Elle indique que l'économie circulaire et le réemploi font partie des préoccupations de l'association et que celle-ci est activement investie dans des projets impliquant le réemploi de matériaux de construction. Dans le cadre de ses missions de conseils, en plus de l'aide citée précédemment, l'asbl propose à certains propriétaires d'utiliser des matériaux de récupération et de les accompagner dans cette démarche.

Malgré ce volontarisme et cette motivation, La Rue rencontre de nombreuses difficultés et obstacles dans ses tentatives de mise en pratique du réemploi. Les projets en question sont des projets de rénovation énergétique impliquant principalement l'isolation de façades par l'extérieur. La Rue essaye donc de se procurer de l'isolant de réemploi adapté à de tels travaux. Lors d'une première tentative, l'association ne réussit tout d'abord pas à se procurer de l'isolant de réemploi. Il s'agit en effet d'un matériau qui n'est pas disponible de manière stable chez des revendeurs de matériaux (en partie en raison du volume très important par rapport à un prix de vente faible). L'asbl est donc dépendante de chantiers de démolition dont l'agenda correspond avec son projet de rénovation. L'isolant nécessaire a finalement été trouvé mais cet exemple montre qu'un des freins au réemploi en flux tendu est de réussir à faire correspondre la disponibilité d'une matière à un moment T et le moment de sa réinstallation.

[9] L'objectif du Réseau Habitat est l'amélioration du cadre de vie des habitants au travers de deux axes principaux : l'amélioration de la qualité du bâti via le conseil en rénovation et le développement local intégré. http://reseauhabitat.be/

Suite à cette expérience, l'asbl se dote d'un lieu de stockage et décide de sourcer des matériaux à l'avance, en les stockant dans l'attente de projets où ils pourront servir. Des panneaux d'isolant de toiture simplement lestés par du gravier sont récupérés dans un bâtiment de bureau par l'asbl Casablanco à la demande de l'asbl La Rue. D'autres panneaux en laine minérale sont également récupérés sur ce même chantier et sont déposés par l'entreprise d'insertion socioprofessionnelle Renov Insert et stockés dans le local de La Rue.

Dans un petit projet de rénovation d'une façade arrière, La Rue convainc les habitants d'opter pour de l'isolant de réemploi. Ceux-ci acceptent, mais le projet se heurte à plusieurs difficultés. Tout d'abord, la pose de cet isolant représente un surcoût (de l'ordre de 25%) à cause du temps de travail nécessaire : vu la faible épaisseur des panneaux récupérés, il est nécessaire de mettre trois couches d'isolant récupéré, ce qui aurait pu être fait avec deux, voire une couche d'isolant neuf suffisamment épaisse. Ensuite, et surtout, le projet fait face à un paradoxe actuel des politiques publiques d'aides à la rénovation : utiliser de l'isolant de réemploi, qui n'est pas accompagné de documentation attestant de sa résistance à la conductivité thermique, empêche d'avoir accès aux primes à la rénovation thermique. En effet, pour obtenir ces primes, il est nécessaire de présenter les documents attestant de la performance de l'isolant utilisé. Cela ne suffit pas à décourager La Rue, qui envoie un échantillon d'isolant dans un laboratoire afin de tester sa conductivité thermique. Les résultats ne sont pas encore connus au moment de rédiger ce rapport.

L'expérience de l'asbl La Rue montre que, même avec beaucoup de volonté, intégrer des matériaux de réemploi dans des petits projets de rénovation thermique de petits propriétaires à faibles revenus n'est pas évident. Cela s'explique par différents facteurs:

- **difficulté de se procurer les matériaux en question**
- **surcoûts liés au démontage et à la pose dans les devis des entreprises**
- **frictions avec les réglementations et les procédures d'obtention des primes dans le contexte de la rénovation thermique.**

Même si le statut d'asbl offre à la Rue une certaine marge de manœuvre par rapport aux logiques de rendement économique, les contraintes de ce type de projets, budgétaires avant tout, et par extension légales, sont telles qu'y faire intervenir des matériaux de réemploi ajoute une couche de complexité à ces situations déjà difficiles.

Casablanco asbl

Casablanco est une asbl active depuis 20 ans dans le secteur de l'économie sociale. Son objectif est double : l'insertion socio-professionnelle, principalement dans la construction, de personnes en difficulté sur le marché de l'emploi, et l'amélioration du cadre de vie en Région bruxelloise, essentiellement dans les quartiers défavorisés. Elle est spécialisée dans la formation par le travail aux métiers de la construction. Contrairement à d'autres associations du même type, où les personnes en formation apprennent en atelier puis dans un second temps appliquent ce qu'elles ont appris sur des chantiers, les personnes en formation chez Casablanco sont très vite envoyées sur chantier.

L’asbl est active aussi bien sur des petits chantiers de rénovation de particuliers que sur des plus gros chantiers de rénovation. Dans ce dernier cas, elle s’associe souvent avec Casanovo, une société sœur qui agit comme entreprise de construction et qui réalise le gros-oeuvre (là où Casablanco réalise en général plutôt les parachèvements).

Depuis sa création l’asbl est engagée dans l’utilisation de matériaux à faible impact environnemental, comme la laine de bois plutôt que les laines minérales dans le contexte de travaux d’isolation. L’asbl cultive également une certaine attitude qui vise à éviter le gaspillage des matériaux, à rapporter les surplus de chantier à l’atelier et à les utiliser dans d’autres projets. En bref, l’asbl cultive une pratique d’économie et d'utilisation parcimonieuse des ressources.

Leurs premières expériences d’utilisation de matériaux de réemploi de l’asbl remontent à 2018, lorsque celle-ci décide de construire une salle de réunion “100% circulaire” pour ses bureaux, en utilisant uniquement des matériaux en stock ou récupérés. Peu après, Casablanco a participé à un projet Lauréat Be.Circular qui prévoyait d’utiliser des matériaux de réemploi mais qui a malheureusement été abandonné.

Dans le cadre d’un projet d’habitat groupé, lauréat Be.Circular, à la demande des clients les formateurs et les formés ont eu l’occasion d’apprendre et d’appliquer des techniques de construction en terre crue provenant de chantiers bruxellois (argile de BC materials) : mur en pisé, chape et enduits. Ce projet leur a permis d'accéder à d'autres chantiers et d’autres marchés en valorisant leur expertise technique.

Un autre projet de l’asbl est important en termes d’économie circulaire : le projet de la Cité Vandeuren à Ixelles, une cité de logements sociaux datant des années 1920. Le projet reçoit un subside Be.Exemplary et Be.Circular et inclut plusieurs postes en réemploi : démontage soigneux des carreaux en ciment, des cheminées et des tablettes de fenêtres. Casablanco inventorise près de 200 portes en bois, les déconstruit et en assure la revalorisation par d'autres opérateurs.

De manière complémentaire au réemploi, l’asbl encourage généralement les maîtrises d’ouvrage à opter pour des stratégies de conservation : maintenir au maximum les éléments existants en place.

La réussite de ces projets tient à plusieurs facteurs:

- **la motivation et l’engagement de l’asbl**
- **le fait que le réemploi soit explicitement demandé par la maîtrise d’ouvrage ou les architectes**
- **le fait d’avoir obtenu, pour certains projets, une prime d’exemplarité.**

Incidemment, ces facteurs de succès correspondent parfaitement aux incitatifs absents évoqués par les entreprises de construction et, dans une moindre mesure, par l’asbl La Rue.

Malgré tout, travailler avec des éléments de réemploi reste difficile pour l'asbl. Les surcoûts liés au démontage, au transport ainsi qu'aux problèmes de stockage ne permettent pas l'utilisation systématique de ce type de matériaux. On retrouve là les mêmes difficultés que celles évoquées par les autres entreprises de construction.

Wood in Molenbeek

Wood in Molenbeek est un atelier participatif consacré à la création de mobilier à partir de bois issu de la récupération. Il est né dans le cadre du projet Co-create du même nom. L'expérimentation WIM a eu lieu de 2017 à 2020 dans et autour d'un atelier situé en plein cœur du quartier Heyvaert à Molenbeek. Pendant ces trois ans, les partenaires du projet se sont interrogés sur les conditions d'émergence d'un système alternatif, collaboratif, circulaire et local de gestion du déchet-matériau bois (DMB) au sein d'un quartier populaire de Bruxelles. Si le projet est aujourd'hui terminé, l'atelier bois poursuit quant à lui ses activités par l'intermédiaire de l'asbl Energies & Ressources et avec le soutien du contrat de rénovation urbaine "Heyvaert-Poincaré" et de la Commune de Molenbeek. Une partie de l'activité de l'atelier consiste à accueillir des ateliers ouverts à destination des habitants du quartier. L'autre partie consiste à réaliser des pièces de mobilier à partir de bois de réemploi. Ces éléments sont ensuite vendus sur Internet.

Nous rencontrons Pierre Mélon, chargé de l'atelier, pour lui poser des questions sur le projet. L'expérience de cet atelier bois met en lumière les possibilités et les difficultés de travailler avec des matériaux de réemploi dans ce type de projet de quartier. Pierre nous raconte qu'il existe une quantité très importante de "déchets-matériaux-bois" potentiellement réutilisables à Molenbeek et à Bruxelles en général. Il explique également que le mobilier créé dans l'atelier rencontre un certain succès auprès d'une certaine clientèle. L'atelier éprouve cependant des difficultés à collecter le bois. La collecte et ses aspects logistiques connexes (en particulier le transport) en font une activité très coûteuse, même lorsqu'ils récupèrent le bois gratuitement. Pierre Mélon estime que c'est le principal obstacle pour les activités de l'atelier. En soi, la matière est abondante et des débouchés existent mais le coût de la logistique de collecte empêche de "boucler la boucle". Pour Pierre Mélon, il devrait exister des primes à la récupération, qui compenseraient les coûts importants de collecte qui sont aujourd'hui à sa charge.

Ce type de primes existe pourtant en Région Bruxelloise dans le domaine de la préparation au réemploi des textiles, des encombrants (meubles, articles ménagers et de loisirs) et des déchets électriques et électroniques. Un Arrêté du Gouvernement de la Région permet d'agréer des associations actives dans la récupération des biens usagés et leur donne accès à des subsides régionaux proportionnels aux quantités de déchets collectés en Région bruxelloise et réellement réutilisés[10]. Outre l'accès aux subsides, cet agrément leur permet de pratiquer un taux de TVA réduit.

[10] En 2013 les subsides alloués au total aux six associations agréées en Région Bruxelloise s'élèvent à un peu plus 350.000€. Ces subsides ont depuis 2005 permis de financer la collecte et le traitement de plus de 50.150 tonnes de déchets.
https://environnement.brussels/lenvironnement-etat-des-lieux/rapports-sur-letat-de-lenvironnement/synthese-2011-2012/environnemen-5

Ces primes ne s'appliquent hélas pas à la récupération de matériaux de construction et elles s'adressent uniquement aux entreprises d'économie sociale, ce que déplore Pierre Mélon.

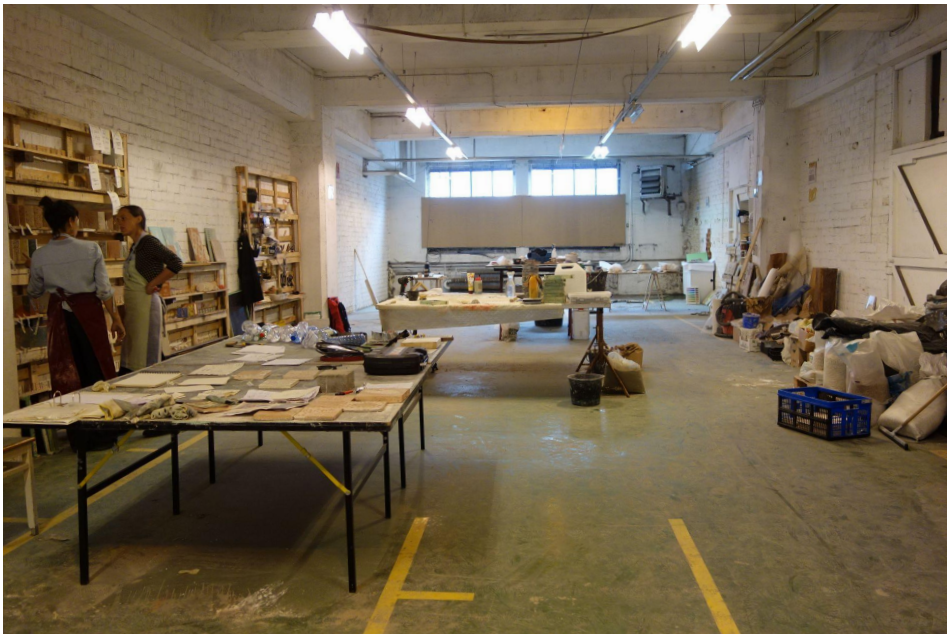
Made in West

Made in West est un atelier participatif de création de carreaux ornementaux, situé dans le quartier de la Gare de l'Ouest à Molenbeek. C'est un projet de l'asbl Carré & Co, développé dans le cadre du contrat de quartier Autour du Parc de l'Ouest.

Nous faisons la rencontre de Renata Melloni, designeuse-plasticienne et cheville ouvrière du projet, qui nous accueille lors d'une journée d'atelier ouverte aux habitants du quartier. Le projet consiste à réaliser avec ces habitants, des carreaux ornementaux (type carrelage) à partir de matériaux locaux récupérés et recyclés. Chaque semaine, Renata pratique le porte-à-porte, réunit quelques voisins et leur offre la possibilité de confectionner leur propre carreau ornemental. Renata profite également de ces moments pour récolter de la vieille vaisselle chez les habitants, qui servira pour les réalisations de l'atelier. La plupart des voisins accueillent généralement très bien le concept. Pour certaines personnes, c'est un moyen de se débarrasser de leur vieille vaisselle. Pour d'autres, entre autres des personnes isolées, le projet leur offre une activité originale et leur donne la possibilité de rencontrer de nouveaux voisins. Le but du projet est de réaliser une immense fresque murale, composée de l'ensemble des carreaux réalisés par les habitants.

Nous participons à l'atelier et expérimentons les techniques mises au point par Renata. Dans un premier temps, la vaisselle est concassée en sable, pour être ensuite mélangée à de la chaux, un peu de ciment ainsi qu'à des pigments colorés. Enfin, le mélange est transféré dans un moule, puis entreposé durant 1 à 3 semaines, avant d'être démoulé et poncé. Chaque habitant est invité à réaliser un carreau personnalisé selon ses goûts et envies.

Si les activités organisées dans cet atelier peuvent sembler quelque peu éloignées de notre objet de recherche et des préoccupations du projet Renolab-C, certains points sont cependant intéressants à souligner ici. Ce type d'atelier joue un rôle important de sensibilisation au réemploi, ou plutôt au recyclage dans ce cas, auprès des habitants du quartier. Ces habitants peuvent faire l'expérience de la réutilisation de vaisselle (parfois la leur) pour créer des matériaux de construction. Ces matériaux, en l'occurrence des carrelages, sont ensuite installés dans l'espace public sous forme de fresques murales ou de tapis ornementaux ce qui participe aussi à une forme de sensibilisation. La pratique du porte-à-porte de Renata n'est pas sans évoquer les pratiques de récupération des chiffonniers, aujourd'hui globalement disparus dans les sociétés occidentales.



L'atelier Made in West, situé dans d'anciens entrepôts du distributeur de vin et spiritueux Cinoco à Molenbeek

Renata Melloni et Patrick Wouters lors de l'étape du ponçage des carreaux

Associations locales et réemploi

Des entretiens avec ces différentes associations, il est possible de souligner une série de constats:

- Ces associations sont toutes motivées et proactives vis-à-vis du réemploi. Au contraire des entreprises de construction, elles en ont une image vertueuse et exemplaire et souhaitent mettre en avant ces pratiques.

- En fonction des associations et du type de projets, elles se heurtent à certaines difficultés: difficultés d'approvisionnement, surcoûts liés au prix de la main d'œuvre dans des contextes déjà précaires, frictions avec les exigences relatives aux primes de rénovation, coûts de collecte, etc.

- Parmi les facteurs qui participent à la réussite d'opérations de réemploi, on peut citer:

  * la motivation et l'engagement de la part de la maîtrise d'ouvrage et de l'équipe de conception

  * la mobilisation de ressources économiques telles que des subsides, des espaces de stockage disponibles, etc.

  * une certaine échelle de projets à partir de laquelle les éventuels surcoûts du réemploi ne semblent plus peser autant sur l'économie globale du projet.

Magasins de matériaux de construction

Nous visitons une dizaine de magasins de matériaux de construction à Molenbeek. Nos questions suscitent en général de la perplexité et de l'étonnement. Si certaines langues se délient lorsque nous expliquons que nous sommes nous-même des revendeurs de matériaux de seconde main, il semble toutefois que le réemploi reste anecdotique dans ce secteur. Lorsqu'il existe, il n'est pas mis en avant et n'est parfois simplement pas conscientisé.

L'un des magasins visités propose à la vente deux grands châssis en PVC présentant quelques traces d'usures. Il s'agit de fenêtres qu'un particulier est venu apporter et pour lesquels un accord a été trouvé : le vendeur recevra un pourcentage du prix de vente des châssis.

Un autre magasin visité présente un profil un peu différent : outre les produits neufs, il met également en vente des produits déstockés à bas prix (présentant parfois des petits défauts ou des pièces manquantes). Lorsque nous demandons au vendeur s'il pratique le réemploi de matériaux, sa réponse est non. Nous nous intéressons malgré tout à un châssis de fenêtre présenté à l'entrée du magasin et qui se démarque des autres matériaux. Après lui avoir demandé sa provenance, le vendeur nous explique que les habitants du quartier jettent énormément de matériaux dans la rue. Sa dernière trouvaille est ce châssis de fenêtre en bon état, trouvé à deux pas de son magasin et qu'il a donc décidé de mettre en vente.

Lors de nos déplacements dans le quartier, nous observons en effet que de nombreux éléments de mobilier ou des matériaux de construction comme du bois, des lavabos ou des portes sont déposés dans la rue ou dans des bennes à déchets. Comme dans de nombreux quartiers de Bruxelles, récupérer du mobilier ou des matériaux déposés dans la rue semble être une pratique courante.

Châssis de réemploi récupéré dans la rue et remis en vente au magasin Magetec

En résumé, on observe que les magasins de bricolage et de matériaux de construction que nous avons visités à Molenbeek, vendent essentiellement des produits neufs. Tout comme les entreprises de construction, les vendeurs interrogés ne sont cependant pas étrangers au réemploi: ils en connaissent bien l'existence et savent de quoi nous parlons. Il arrive d'ailleurs à certains d'entre eux de vendre des matériaux de seconde-main mais cela reste très occasionnel. D'après certains vendeurs, il n'existe pas de demande en matériaux de seconde-main de la part de leur clientèle.

Les témoignages recueillis ainsi que de nombreux signes dans les rues témoignent de l'existence de pratiques de dépôts et de récupération de matériaux dans la rue et dans des containers. Des habitants jugent donc que ces matériaux ont une certaine valeur, dans le sens qu'ils pourraient intéresser d'autres personnes et décident ainsi de les mettre à disposition dans la rue. Cela s'explique aussi bien sûr par la facilité que cela représente par rapport à amener ces matériaux au parc à conteneurs. Si ces indices indiquent l'existence de pratiques de réemploi, elles restent difficiles à documenter plus en avant.

Container rempli d'une série de déchets dont des portes en bois

Baignoires, mobiliers et panneaux de bois déposés dans la rue par des habitants

Transformation de l'ancienne fenêtre d'un magasin en petite fenêtre de salon dans l'attente d'économies suffisantes en vue de l'octroi d'un permis d'urbanisme

Habitants du quartier

Des façades comme indices

Dans les rues de Molenbeek, nous sommes particulièrement attentifs aux signes qui pourraient nous mener à des exemples de réemploi des matériaux. Certaines façades, certains détails attirent notre attention : baies adaptées autour de châssis de fenêtres ou de portes, réparations de balcons, terrasses, bricolages divers, etc.

Autoconstruction à l'aide d'un châssis et des briques de verre de réemploi ?

Terrasse qui semble avoir été autoconstruite, possiblement avec des éléments de réemploi

Défiance et intimité

Nous suivons ces indices et nous essayons d'entrer en contact avec des habitants qui auraient parfois recours à des matériaux de réemploi. Pour une partie des habitants rencontrés, le réemploi renvoie à une forme de bricolage, qui est parfois associée à une forme de précarité voire même d'illégalité que les habitants ne souhaitent pas mettre en avant. La défiance des habitants dit beaucoup du réemploi informel à Molenbeek. Le réemploi y est bel et bien pratiqué mais les habitants ne préfèrent pas trop en parler, en tous cas pas à des personnes "étrangères" qui viennent sonner à leur porte. D'après les témoignages recueillis, le réemploi ne semble pas perçu comme une pratique particulièrement intéressante ou vertueuse, mais bien comme une solution pragmatique et économique. Ceci dit, cette impression est sans doute en partie dû au cadre dans lequel nous interrogeons ces habitants: en sonnant à leur porte de manière aléatoire. Il n'est pas si simple de faire la distinction entre la défiance envers des visiteurs posant des questions inhabituelles et la défiance à parler du réemploi.

Dans ce contexte, le réemploi se pratique pour des raisons économiques et non pour des raisons d'économie de matières ou de bienfaits environnementaux. Là où les entreprises, dans des contextes "formels" de travaux, associent réemploi avec coût élevé et complexité, ces habitants ont au contraire recours à des matériaux de seconde main pour leur caractère bon marché. Ces habitants réalisant des petits travaux de rénovation avec des matériaux de réemploi ne rencontrent pas, ou dans une moindre mesure, les difficultés d'ordre législatif ou réglementaire évoquées par les entreprises et les associations locales.

Solution de secours sur un balcon vétuste

Cette défiance générale est ponctuée de quelques exceptions, par exemple la rencontre avec Patrick Wouters, ancien commissaire et militant bruxellois actif sur divers sujets[11]. Celui-ci réalise des travaux de rénovation de sa maison et y intègre de nombreux matériaux de réemploi. Au contraire d'autres habitants, il perçoit le réemploi comme une pratique vertueuse et exemplaire qu'il tente de maximiser, et surtout dont il aime parler. Par ailleurs, il connaît bien Rotor et nos activités.

Patrick Wouters dans sa cave, nous montrant des panneaux de bois récupérés - Pierres bleues redécoupées par Patrick pour servir de plinthes

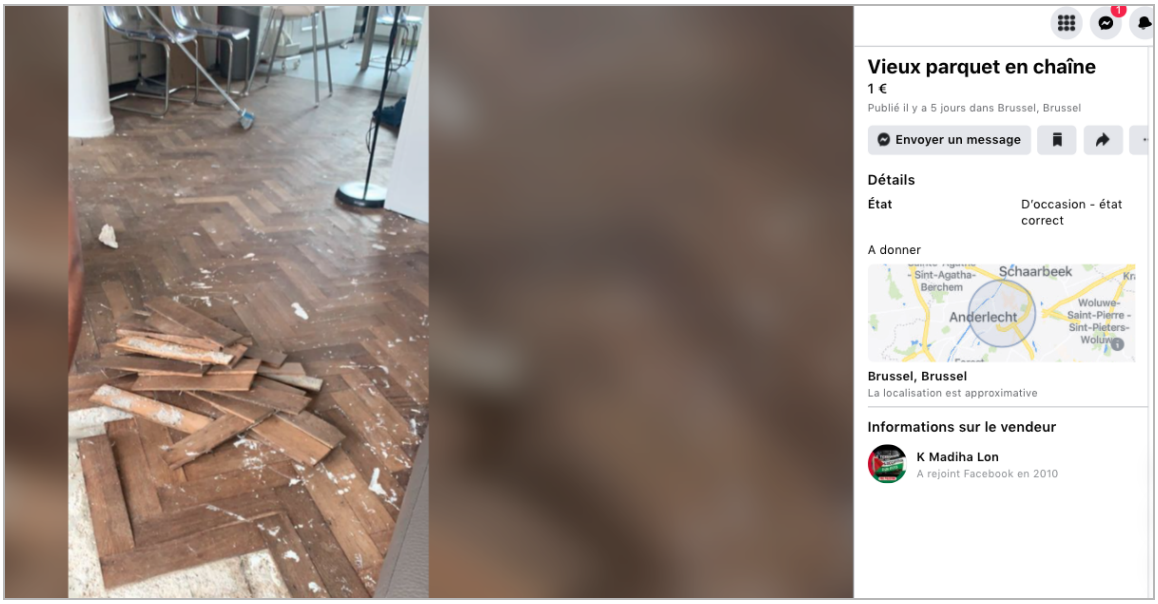
[11] Il s'est entre autres fortement engagé dans la sauvegarde de l'avenue du Port, la défense du canal comme voie navigable productive, et contre le parking souterrain de la place du Jeu de Balle.

Internet et réseaux sociaux

La poursuite de nos recherches nous amène à constater qu'il existe un important canal de revente de matériaux de construction sur les réseaux sociaux, et plus particulièrement sur la plateforme Marketplace (Facebook). Sur la plateforme, une simple recherche par mots-clés en fonction des matériaux ("carrelages", "briques"…) fait apparaître toute une série d'annonces de matériaux d'occasion vendus à bas prix, voire même parfois cédés gratuitement en échange de leur démontage. Ces matériaux semblent provenir de travaux de rénovation généralement réalisés par les habitants eux-mêmes. Les matériaux en bon état, déjà démantelés ou non, sont remis sur le marché à défaut d'être amenés à la déchetterie. Les éléments à vendre sont diversifiés : parquet et planchers, carrelages, tuiles, briques, panneaux de bois, couvre-murs, lavabos, etc. Il existe également d'autres groupes Facebook, comme "Brussels Verniet" ou "Bruxelles à donner" sur lesquels on trouve de nombreux lots de matériaux et objets à récupérer gratuitement. Ce qui est intéressant dans la revente de matériaux entre particuliers, c'est l'idée que même sans contrepartie financière, le simple fait de pouvoir se débarrasser de ces "déchets" rend l'échange équitable et intéressant pour les deux parties.

Dans le but de comprendre à quelle fréquence ces matériaux apparaissent et disparaissent sur Marketplace, nous avons réalisé une veille quotidienne pendant 4 semaines, dans un rayon de 1km autour de Molenbeek, sur base d'une sélection d'annonces disponibles. Si certaines annonces disparaissent assez rapidement (1 à 2 semaines), d'autres peuvent y rester de nombreuses semaines. Il est cependant difficile de savoir ce qu'il advient de ces matériaux une fois que les annonces disparaissent des réseaux sociaux, et ce en particulier pour celles qui sont restées longtemps disponibles en ligne. Le tableau ci-dessous reprend le temps de présence en ligne d'une sélection d'annonces :

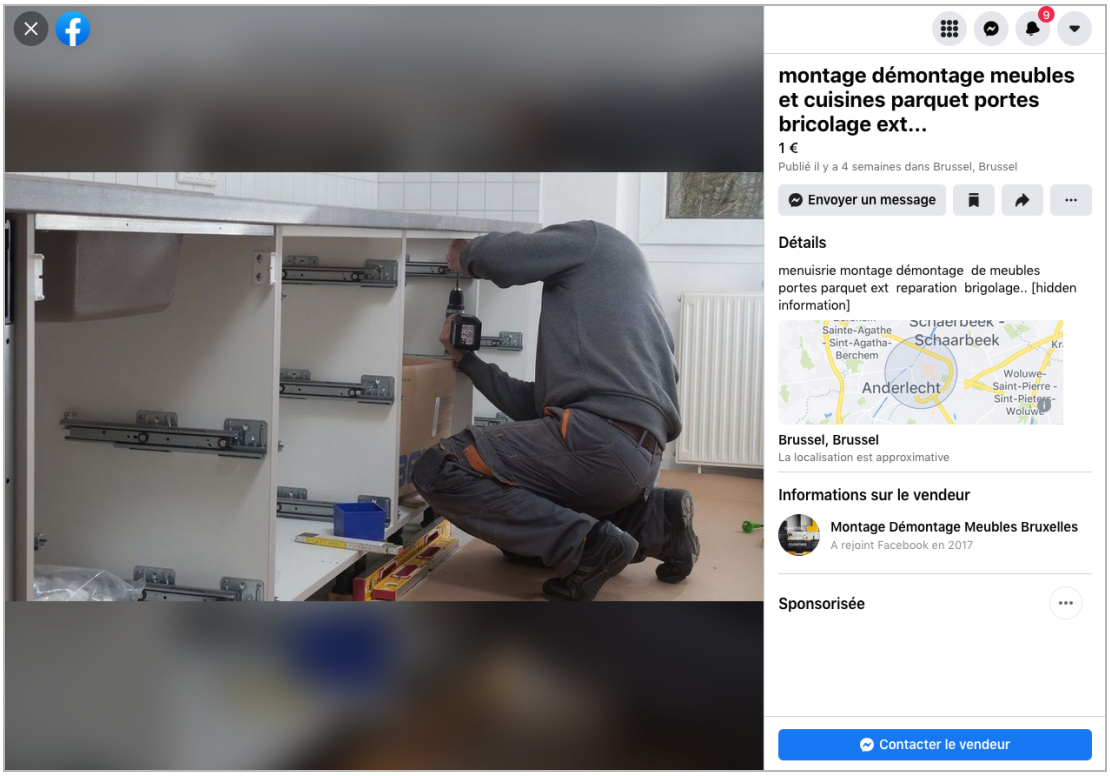
Matériaux	Panneau de bois 8mm	Brique de verre	Porte en chêne vitré	Porte intérieure	Porte vitrée grand format	Cheminée en marbre noir	Carrelage en terre cuite	Châssis fenêtre
Temps avant la disparition de l'annonce	1 semaine	12 semaines	6 semaines	2 semaines	8 semaines	Toujours disponible après 9 semaines	10 semaines	20 semaines



Annonce sur Marketplace - vente de parquet de réemploi, à démonter

Annonce sur Marketplace - Vente de 18 briques de verre de réemploi

Sur ces plateformes, nous constatons également la présence de nombreuses annonces proposant des services pour des petites rénovations (pose de parquet, peinture etc..). Si certaines de ces annonces n'impliquent pas nécessairement des pratiques de réemploi, d'autres y renvoient assez directement, comme dans certaines annonces de démontage et montage de cuisines.



Annonce sur Marketplace - Services divers : montage et démontage de meubles, cuisines, etc.

Les nombreuses annonces de vente de matériaux publiées via les réseaux sociaux prouvent le caractère assez répandu des pratiques de récupération et de réemploi dans le cadre de petits travaux, réalisés en général par les habitants eux-mêmes. L'autoconstruction implique un modèle économique très différent de celui de travaux réalisés par des entreprises professionnelles: les autoconstructeurs disposent typiquement d'un capital financier assez limité mais d'un capital temps plus conséquent. Les prix pratiqués sur ces plateformes en ligne sont généralement assez bas, mais ces matériaux demandent souvent du temps de la part de l'acquéreur, que ce soit pour le démontage, le nettoyage, l'organisation du transport ou le remise en œuvre. Le coût de la main d'œuvre, qui constitue le premier frein au réemploi évoqué par les entreprises de construction, n'est ici pas comptabilisé car les travaux sont réalisés par les habitants. Le modèle économique de l'autoconstruction se prête donc bien et favorise le réemploi des matériaux de construction.

Perspectives pour encourager les pratiques existantes

La présente étude s'est donnée pour objectif d'étudier de plus près les pratiques de récupération et de réemploi des matériaux de construction à l'échelle domestique dans le contexte de la commune bruxelloise de Molenbeek-Saint-Jean. Si elle avait avant tout un objectif compréhensif, nourri par une démarche d'enquête exploratoire, une telle approche invite presque inévitablement à des visées plus normatives, sous forme de recommandations diverses et adressées à diverses instances.

En l'occurrence, ces recommandations s'articulent ici principalement autour des limites auxquelles a été confrontée cette courte enquête.

Approfondir la connaissance et la compréhension de ces pratiques

Une première famille de limites est inhérente à l'approche méthodologique choisie. Une telle approche, basée sur des entretiens et des visites sur le terrain, nécessite beaucoup de temps. Et elle en nécessiterait davantage pour aller plus en profondeur et continuer à mieux comprendre à la fois les pratiques de réemploi, les circuits par lesquels elles passent et les motivations sur lesquelles elles reposent. Pour approfondir ces questions, il est fondamental d'établir des relations de confiance avec les habitants, et cela aussi requiert du temps.

Ce travail demande à être poursuivi. La présente étude constitue un premier pas vers une meilleure connaissance de ces pratiques, mais il y a encore beaucoup à en apprendre. Approfondir la connaissance et la compréhension de ces pratiques est un enjeu crucial pour qui souhaite faire évoluer les pratiques constructives vers plus de circularité dans ces contextes. La poursuite de ce travail pourrait être confiée à des chercheurs universitaires, des centres de recherche ou des organisations de terrain. Un tel cadre permettrait de prolonger et d'approfondir le sujet de la présente étude.

Sensibiliser les différents acteurs vis-à-vis du caractère vertueux du réemploi

Une deuxième famille de limites est inhérente à la perception du réemploi. La présente étude révèle que les pratiques de réemploi sont peu valorisées par certains acteurs rencontrés, en tout cas publiquement. Il existe un décalage entre une promotion des enjeux écologiques, culturels, éventuellement esthétiques du réemploi et la façon dont il est perçu par certains intervenants. Cette perception change fortement en fonction des acteurs interrogés: tous n'ont pas une vision vertueuse du réemploi.

Il existe un véritable besoin de travailler sur la manière dont le réemploi est perçu dans ces contextes, un besoin de confirmation du caractère effectivement vertueux de ces pratiques. Ce travail doit s'accompagner d'un travail de sensibilisation des usagers, des maîtrises d'ouvrage, des architectes, des entreprises de construction. Toutes et tous peuvent participer à répandre l'idée que les matériaux de seconde main ne sont pas des matériaux de second choix. Les organisations de terrain semblent toutes indiquées pour faire ce travail de sensibilisation. Pratiquement, ce travail peut être réalisé par différents moyens: flyers, démonstrations par l'exemple, projets inspirants, catalogue de solutions, mini show-room de matériaux, etc.

Aligner les ambitions en matière de performance énergétique et en matière de circularité

Une troisième famille touche aux cadres administratifs et réglementaires. Cette étude fait état d'un décalage profond entre les cadres issus de la mise en place des exigences en matière de performance énergétique et les enjeux liés à la circularité des ressources, en particulier via le réemploi.

Il est crucial d'éviter que ces deux ambitions, pourtant complémentaires (i.e. réduire les impacts sur l'environnement), ne se marchent pas sur les pieds. Ce sujet devrait être adressé par les autorités publiques régionales et nationales (par exemple dans le cadre du programme RENOLUTION), en réussissant autour de la table toutes les parties concernées. Un exemple concret d'action à entreprendre pourrait être d'engager des centres de recherche afin d'établir des cadres clairs, réalistes et économiquement viables pour démontrer l'aptitude à l'usage de matériaux de réemploi dans le cadre de travaux de rénovation énergétique (calcul du coefficient de conductivité thermique, notamment).

S'appuyer sur les démarches et dynamiques existantes vis-à-vis du réemploi

Une quatrième famille de limites touche aux spécificités même des pratiques de réemploi. On peut citer l'importance du travail manuel (dépose, manutention, transport, nettoyage, etc.) qui dans le système économique actuel rend les pratiques et les matériaux de réemploi peu concurrentiels par rapport à des produits neufs vendus à très bas prix (à l'inverse, dans des cadres d'autoconstruction, cela peut au contraire les rendre très compétitifs). Citons également l'importance du stockage et donc des espaces de stockage - quasi indispensable pour assurer une fenêtre d'opportunités suffisante pour des éléments devant être évacués rapidement des chantiers. Or ces espaces de stockage sont rares et chers en milieu urbain dense. Les enjeux performantiels sont également centraux. Les matériaux de réemploi sont généralement peu documentés, surtout si on les compare aux matériaux neufs. Il est nécessaire de développer d'autres modes de démonstration de l'aptitude à l'usage que la conformité par rapport à une documentation technique établie pour la production de masse.

Une série d'enjeux identifiés lors de cette étude dans les pratiques de réemploi à Molenbeek sont des enjeux qui touchent en fait le réemploi de manière plus globale, dans des contextes et des cadres différents et souvent plus formels. De nombreuses réflexions, démarches et dynamiques sont en cours pour tenter d'aborder ces enjeux et pour surmonter les obstacles et les freins à la généralisation des pratiques du réemploi. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui est actuellement en cours. Il est dès lors nécessaire de s'appuyer sur ces démarches et de faire des liens entre celles-ci et les pratiques rencontrées lors de cette étude.
Il appartient aux autorités publiques régionales et nationales, ainsi qu'aux différentes institutions et acteurs impliqués dans ce travail de longue haleine de partager, de diffuser et de rendre accessible les fruits de leur travail.

S'appuyer sur les acteurs et pratiques rencontrés lors de l'étude

Soulignons finalement une série de pistes ou de ressorts potentiels qui ressortent de l'étude :

- Il serait possible d'inclure les magasins de matériaux dans les efforts pour encourager le réemploi. Certains vendeurs rencontrés sont ouverts à la possibilité de vendre des matériaux de récupération. Ces magasins étant adressés avant tout aux particuliers, mais aussi dans une moindre mesure aux professionnels de la construction, ce sont des partenaires utiles pour encourager les pratiques de réemploi à petite échelle.

- Les associations locales représentent une ressource essentielle dans les efforts de sensibilisation, de conseils et de mise en pratique du réemploi à l'échelle locale. La motivation dont elles font preuve est très encourageante et constitue une solide base pour encourager les pratiques de réemploi.

- La vente ou le don en ligne des matériaux de récupération via les outils digitaux tels que les réseaux sociaux présentent un haut potentiel pour faciliter le réemploi à l'échelle domestique. La grande simplicité pour publier et consulter des annonces et l'accessibilité à un large public en font des outils précieux pour les particuliers.

- L'existence d'un cadre politique actuel plutôt favorable au réemploi (cf. présence du réemploi dans les objectifs stratégiques de RENOLUTION, par exemple). Il existe par exemple des opportunités pour financer des initiatives locales prometteuses via l'appel Renolab-ID qui s'inscrit dans la stratégie de rénovation RENOLUTION.